

Emploi salarié

La Guadeloupe maintient son niveau d'emploi

En moyenne annuelle, l'emploi salarié marchand guadeloupéen progresse de 0,6 % en 2016, par rapport à 2015. Limités dans leur capacité à embaucher, les secteurs concurrentiels peinent à progresser ou à maintenir leurs emplois. Les évolutions favorables dans l'industrie sont, par ailleurs, annulées par un secteur de la construction en repli.

Guy Mystille, Insee

L'emploi salarié marchand guadeloupéen affiche une légère progression en 2016 par rapport à 2015. Tous secteurs confondus, les quatre trimestres de l'exercice se caractérisent par une instabilité qui peut s'expliquer par les effets de saisonnalité ou par les réelles difficultés pour le marché à proposer des emplois pérennes à une population active en forte demande.

Les secteurs concurrentiels progressent peu

Plus gros employeur de la sphère privée, le secteur du commerce recule de 1,4 % par rapport à l'exercice 2015. Il est pénalisé par une saison frileuse de sa composante « Commerce de gros », à l'exception des « Automobiles et des motocycles ». Le commerce de réparation d'automobiles et de motocycles et le commerce de détail, (à l'exception des automobiles et des motocycles) sont peu influents. Le premier exprime une progression bien trop faible et le second maintient à peu près son niveau d'emploi de 2015.

Le secteur concurrentiel est soutenu par les embauches dans l'hébergement et la restauration. L'augmentation de 11 % par rapport à 2015, traduit un certain

renouvellement d'attractivité vers un secteur encore potentiellement pourvoyeur d'emplois. Contrairement à la Martinique, ce rebond procède davantage d'un essor de l'hébergement, qui progresse mieux que les activités de restauration. Naturellement liés aux saisonnalités et aux niveaux des flux touristiques, ces deux secteurs s'accroissent cependant d'emplois souvent non pérennes.

Portées par la volatilité des associations, les autres activités de services affichent de leur côté une augmentation moyenne plus modeste (3,0 %), soit un score légèrement inférieur à celui des activités financières et d'assurance (3,5 %).

Le secteur industriel augmente peu entre les deux exercices. L'accroissement de 0,6 % est principalement imputable à l'agroalimentaire, et dans une moindre mesure à la production et la distribution d'eau, l'assainissement, la gestion des déchets et la dépollution.

Un secteur de la construction en difficulté récurrente

Par rapport à l'ensemble de l'exercice 2015, le secteur de la construction perd de nombreux postes en 2016. Le recul de

1,3 % en moyenne annuelle reflète les contraintes d'un secteur dont la survie dépend des marchés. L'exiguïté du territoire ajoutée aux difficultés de mise en place voire d'élaboration de grands chantiers, expliquent la courbe fortement descendante observée depuis le début de l'année 2013. Malgré un regain entre le quatrième trimestre 2014 et le quatrième trimestre 2015, aucune reprise significative n'a été concrétisée. Le secteur de la construction se maintient grâce à un socle de salariés actifs au sein du génie civil, des travaux de construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels et dans les travaux de construction spécialisés.

1 Chiffres Clés

	Nombre de salariés (effectifs)	Évolution 2015/2016 (%)
Industrie	8 628	0,6
Construction	6 563	-1,3
Tertiaire marchand	47 586	0,7
Total (hors agriculture)	62 777	0,5
Agriculture	1 811	5,8
Total	64 588	0,6

Source : Epure.

2 Une progression peu significative

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs concurrentiels (en %)

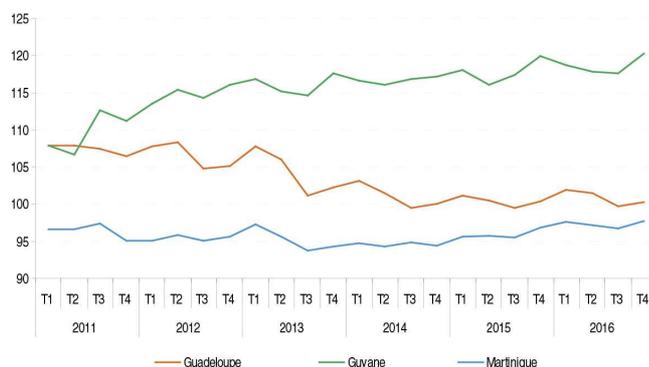
	Évolution T3 2016 / T4 2016 (en %)	Évolution T4 2015 / T4 2016 (en %)
Commerce	1,1	-1,4
Autres activités de services	-1,5	3,1
Transport et entreposage	0,8	-2,0
Hébergement et restauration	7,2	6,9
Information et communication	-1,6	-3,8
Activités financières et d'assurance	-1,6	3,8
Activités immobilières	-1,5	-3,4
Activités Scientifiques et techniques - Services administratifs et de soutien	0,9	0,0
Ensemble tertiaire marchand	1,0	0,4

Note : l'évolution annuelle rapporte les effectifs au 31 décembre 2015 aux effectifs au 31 décembre 2016.

Source : Insee, Epure.

3 Des évolutions en dents de scie, image d'un tissu fragile

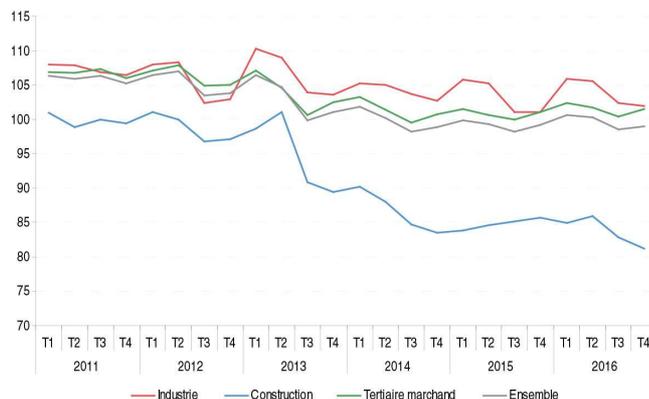
Évolution de l'emploi salarié marchand aux Antilles-Guyane (Indice base 100 au deuxième trimestre 2009)



Source : Insee, Epure.

4 Le tertiaire marchand soutient difficilement l'emploi

Évolution de l'emploi salarié marchand en Guadeloupe (Indice base 100 au deuxième trimestre 2009)



Source : Insee, Epure.

Méthodologie

Mesurer les évolutions de l'emploi salarié marchand

Les emplois salariés font l'objet de déclarations sous forme de Bordereaux de Recouvrement des Cotisations (BRC).

Ces Bordereaux sont adressés par les employeurs aux Unions de Recouvrement de Sécurité Sociale et des Allocations Familiales (Urssaf), puis transmis trimestriellement à l'Insee.

Ils concernent les salariés soumis au régime général de sécurité sociale, à l'exception :

- des apprentis dont les cotisations sont prises en charge par l'État ;
- des emplois domestiques ;
- des fonctionnaires de l'État.

Sur les données issues des BRC, une chaîne de traitement dite Epure (Extension du Projet Urssaf sur les Revenus et l'Emploi) est utilisée pour les départements français d'Amérique depuis 2006. Le champ est restreint aux activités les mieux représentées.

Sont exclus du champ Epure :

- les caisses de congés payés ;
- les établissements de vente à domicile ;
- les administrateurs d'immeubles à l'AFPA.

Finalement, le champ étudié « les établissements marchands de l'industrie, de la construction, du commerce et des services » représente 50 % des 300 000 emplois des DFA en fin septembre 2011 (hors emplois domestiques et personnel militaire dépendant du Ministère de la Défense).

Les données brutes ne sont pas désaisonnalisées. Les résultats sont ici présentés selon la nouvelle Nomenclature Agrégée (NA) 2008, regroupement de la nouvelle Nomenclature d'Activités Française (NAF) destiné à l'analyse économique.